

NOTE DE VIGILANCE TRIMESTRIELLE EN RHONE-ALPES

Quatrième Trimestre 2014

EN BREF

Légère amélioration de l'activité économique dans la région mais des situations contrastées selon les secteurs

En fin d'année 2014, le dynamisme de la demande étrangère a été une nouvelle fois le facteur clé de la hausse globale de la production industrielle dans la région. Les secteurs industriels les plus porteurs sont le décolletage, les équipements électriques, l'agro-alimentaire et la fabrication d'emballages.

La situation s'est améliorée aussi dans le bâtiment. Après deux trimestres moroses, l'activité a légèrement repris au 4ème trimestre, s'établissant toutefois à un niveau nettement inférieur à celui de l'année précédente. En revanche, dans les Travaux Publics, le repli de l'activité, entamé depuis de nombreux mois, s'est poursuivi.

Malgré la mauvaise tenue de l'ingénierie technique et surtout du travail temporaire l'activité s'est globalement stabilisée à un bon niveau dans les services marchands au cours du mois de décembre (enquêtes mensuelles et trimestrielles de la Banque de France conduites dans la région Rhône-Alpes en décembre 2014).

Plusieurs indicateurs fournis par la DRFIP Rhône-Alpes reflètent également une très légère amélioration de la situation économique au 4ème trimestre 2014 par rapport au même trimestre de l'année 2013. Ainsi, plusieurs indicateurs ont évolué favorablement au cours de cette période :

- Le chiffre d'affaires des entreprises progresse de 3 % (+ 2,1 % à l'échelon national)
- L'investissement des entreprises augmente de 4,9 % (+ 5,7 % dans l'ensemble de la France).
- La part des exportations dans le chiffre d'affaires des entreprises se renforce pour le troisième trimestre consécutif : + 3,8 % (+ 3,2 % en moyenne nationale).

Par contre, l'évolution annuelle des encaissements de recettes fiscales enregistrés au 4ème trimestre reflète une situation plus mitigée : hausse de 3 % des encaissements de TVA mais très léger repli de l'impôt sur les sociétés (- 0,7 %).

Repli des emplois salariés au 3ème trimestre

Après une hausse de 0,1 % au 2ème trimestre (+ 0,2 % à l'échelon national), l'emploi salarié a diminué dans la région comme dans l'ensemble de la France de 0,4 % au cours du 3ème trimestre. Cette baisse concerne tous les grands secteurs d'activité sauf les services marchands hors intérim (+ 0,2 %). Les emplois enregistrent un recul sensible dans la construction (- 0,7 %) et l'industrie (- 0,5 %) plus modéré dans le commerce (- 0,2 %). Les emplois intérimaires ne sont pas épargnés : après une hausse de 2,4 % au 2ème trimestre, ils sont en baisse de 5,6 %.

Sur un an, l'évolution des emplois s'est inversée : après une progression annuelle de 0,2 % au 2ème trimestre 2014, le nombre des emplois salariés diminue dans la région de 0,3 % entre les 3ème trimestres 2013 et 2014 (- 0,4 % à l'échelon national).

Une légère augmentation du nombre des demandeurs d'emploi au 4ème trimestre 2014

Quasiment stable au troisième trimestre, le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucun emploi) a augmenté de 1,1 % au cours des trois derniers mois de l'année 2014.

Cette augmentation a concerné surtout les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus (+1,8 %) et, à un degré moindre, ceux de 25 à 49 ans (+ 1,1 %). Ces deux populations ont enregistré une évolution plus défavorable que le trimestre précédent (respectivement + 0,2 % et - 0,4 %). A l'inverse, le nombre de jeunes de moins de 25 ans à la recherche d'un emploi est resté pratiquement stable (+ 0,1 %) alors qu'au 3ème trimestre il avait progressé de 2 %. Enfin, contrairement aux trois trimestres précédents, l'évolution de la demande d'emploi a été plus favorable aux hommes qu'aux femmes (+ 1 % contre + 1,3 %)

Sur l'ensemble de l'année 2014, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 5,9 % en catégorie A et de 7,3 % en catégories ABC, soit dans des proportions un peu plus importantes qu'en 2013 : respectivement + 4 % et + 5,7%.

Poursuite de la hausse du chômage de longue durée à un rythme modéré mais néanmoins légèrement supérieur à celui du trimestre précédent : + 1,9 % contre + 1 % au 3ème trimestre 2014.

Au total, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis au moins 1 an (catégories ABC) a augmenté dans la région de 7,6 % sur l'ensemble de l'année 2014, soit à un rythme nettement moins élevé qu'en 2013 (+ 13,1 %).

□

POSITION DE RHONE-ALPES

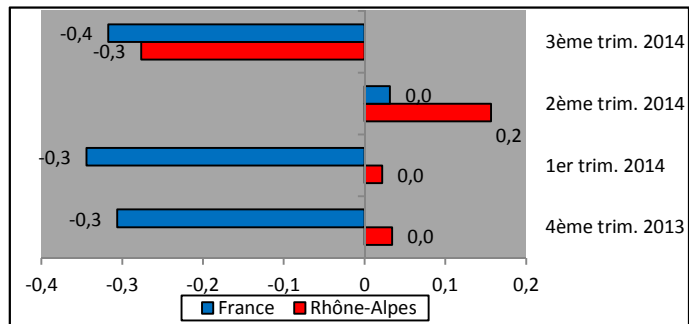
PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE NATIONAL

<i>Economie</i>	5
<i>Emploi salarié</i>	6
<i>Chômage</i>	7

**EMPLOI SALARIE - Secteurs marchands (Insee, estimation de l'emploi salarié, CVS) –
Derniers résultats : 3ème trim. 2014 - Evolution annuelle**

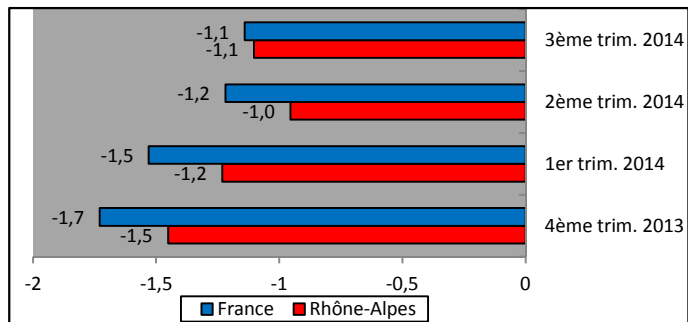
**Ensemble des secteurs d'activité
(intérim inclus)**

Entre septembre 2013 et septembre 2014, le nombre des emplois salariés du secteur privé a diminué dans la région de 0,3 %, soit à un rythme légèrement inférieur à celui constaté dans l'ensemble de la France (- 0,4 %).



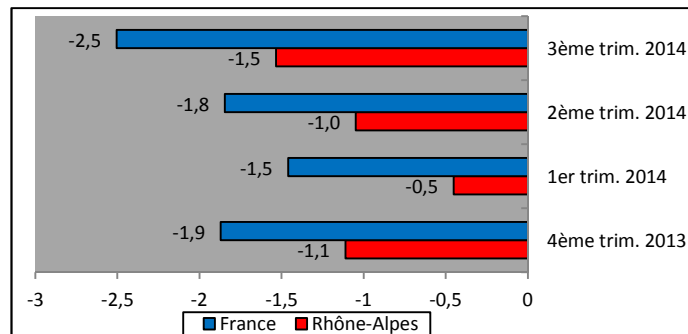
Industrie

Le nombre des emplois industriels continue de diminuer d'une année sur l'autre dans une proportion analogue au trimestre précédent et à la moyenne nationale (- 1,1 %).



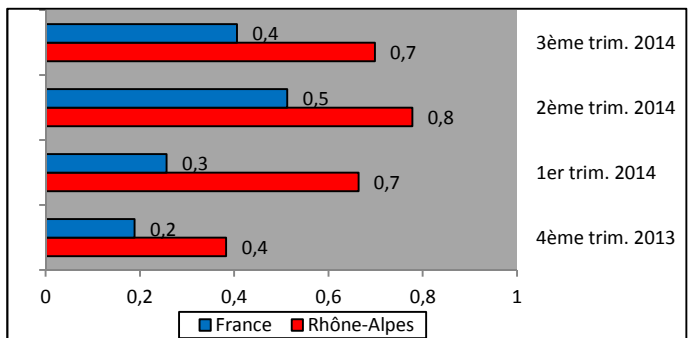
Construction

Le secteur de la construction continue de perdre des emplois dans la région à un rythme soutenu (- 1,5 % sur un an) mais moins prononcé qu'à l'échelon national (- 2,5 %).



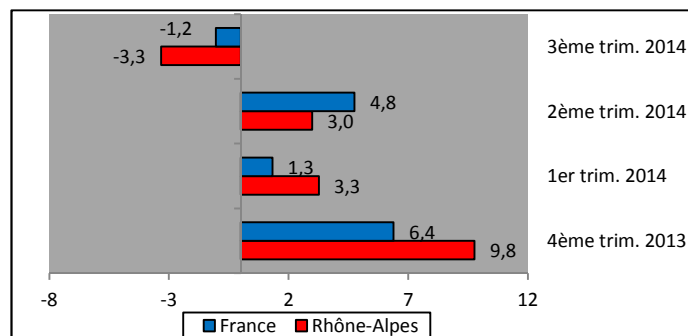
Tertiaire (hors intérim)

La hausse du nombre des emplois du secteur tertiaire (hors intérim) se poursuit en Rhône-Alpes à un rythme plus élevé qu'à l'échelon national (+ 0,7 % contre + 0,4 % sur un an à fin septembre 2014).



Intérim

Après quatre trimestres de hausse annuelle consécutive, le nombre des emplois intérimaires s'est établi au 3ème trimestre 2014 à un niveau légèrement inférieur à l'année précédente : - 3,3 % contre un repli annuel de 1,2 % à l'échelon national.



RESULTATS REGIONAUX

1 - ACTIVITE ECONOMIQUE	9 - 14
1.1 Chiffre d'affaires des entreprises	9
1.2 Investissements des entreprises	9
1.3 Encaissement des recettes fiscales (TVA et IS)	10
1.4 Encaissements et restes à recouvrer de cotisations sociales	10
1.5 Créations d'entreprises	11
1.6 Enquêtes d'activité (Banque de France et CCIR)	11
1.7 Exportations	12
1.8 Conjoncture hôtelière	13
1.9 L'immobilier	14
2 - EMPLOI	15 - 17
2.1 Emploi salarié	15
2.2 Emploi intérimaire	16
2.3 Déclarations uniques d'embauche	16
2.4 Activité partielle	17
2.5 Plans de sauvegarde de l'emploi	17
3 - CHOMAGE	18 - 20
3.1 Taux de chômage	18
3.2 Demande d'emploi en fin de mois	18
3.3 Ruptures conventionnelles	19
3.4 Demande d'emploi enregistrée	19
3.5 Demande d'emploi sortie	20
4 - OFFRES D'EMPLOI	20

1 - ACTIVITE ECONOMIQUE

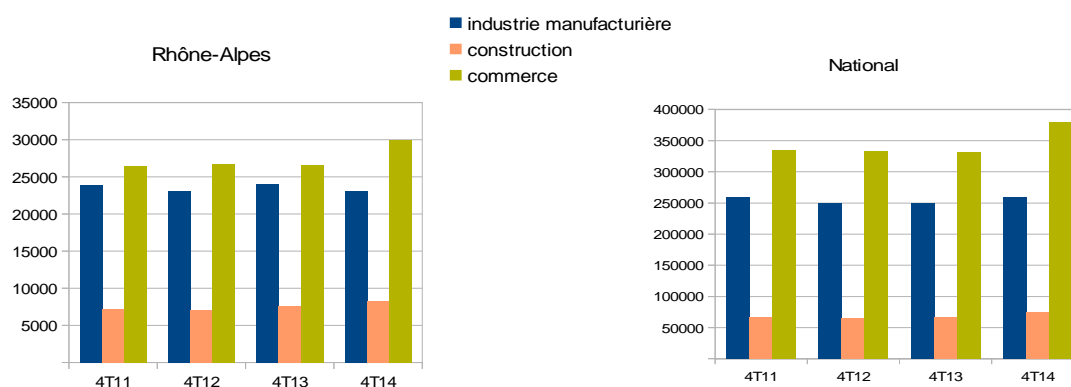
1.1 Chiffre d'affaires des entreprises (en millions d'euros)

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 4^{ème} trimestre 2014

Chiffre d'affaires dans trois secteurs clé :

Au niveau des trois secteurs clés considérés, les chiffres d'affaires évoluent de manière contrastée : repli de 4 % dans l'industrie manufacturière ; progression respective de 10 % et de 12,3 % dans la construction et le commerce. Au niveau national, le CA augmente dans les 3 secteurs clés, l'industrie manufacturière (+5,7 %), la construction (+ 10,7 %) et le commerce (+14,7 %).



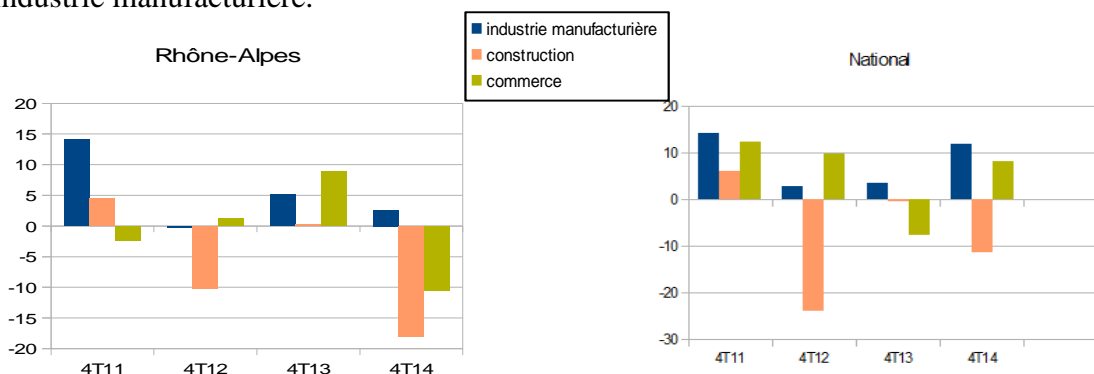
1.2. Investissements des entreprises (à partir de la TVA déductible sur immobilisations, évolution par rapport à l'année A -1, en pourcentage)

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 4^{ème} trimestre 2014

Investissement dans 3 secteurs clé :

Au sein des secteurs clés, les investissements évoluent de manière contrastée : hormis l'industrie manufacturière où ils sont en légère hausse (+3%), ils affichent une baisse sensible dans la construction et le commerce : respectivement -18 % et -10,5 %. Au niveau national, l'investissement évolue également de manière contrastée : baisse notable dans la construction (- 11,3 %), hausse de 8 % dans le commerce et de 12 % dans l'industrie manufacturière.

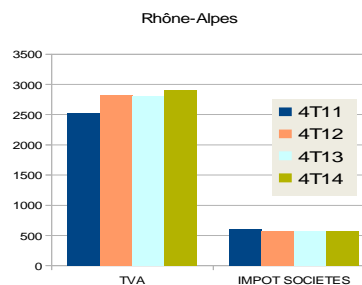


1.3. Encaissements des recettes fiscales (versements spontanés de TVA et d'IS, en M€)

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 4^{ème} trimestre 2014

En Rhône-Alpes, les encaissements de TVA progressent au 4ème trimestre 2014 de 3,1 % par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que ceux de l'impôt sur les sociétés stagnent (-0,7 %).



1.4. Encaissements et restes à recouvrer de cotisations sociales

Source : URSSAF

Dernières données disponibles : Fin décembre 2014

Les encaissements des établissements du secteur privé situés en région Rhône-Alpes progressent en raison notamment de la régionalisation de l'Urssaf Rhône-Alpes (report des échéances de fin décembre 2013 à début janvier 2014). Les encaissements hors UNEDIC augmentent eux aussi.

Le taux à fin de mois en montant (pour toutes les échéances de décembre 2014, l'observation du montant des RAR se fait à la fin du mois de décembre) atteint 1,51 %, en hausse de 0,28 point par rapport à décembre 2013. Le taux en nombre s'élève quant à lui à 4,03 %, en diminution annuelle de 0,23 point. Cela signifie que 1 établissement sur 25 de 10 salariés et plus de la région n'a pas payé ses cotisations du mois de décembre 2014.

Suivi des encaissements des établissements du secteur privé situés dans la région

Données cumulées du 1er janvier 2014 à fin décembre 2014	Montant en millions d'€	Evolution entre décembre 2014/2013
encaissements	25 457	3,1%
Encaissements hors UNEDIC	22 315	3,2%

Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés) des entreprises de plus de 9 salariés

(Le mois entre parenthèses = le mois de déclaration)

Données à fin décembre 2014	Taux en montant	Evolution entre 2014/2013	Taux en nombre	Evolution entre 2014/2013
Taux des RAR à fin de mois	1,51% (décembre 2014)	+0,28 pt	4,03% (décembre 2014)	-0,23 pt
Taux des RAR à échéance + 30 jours	1,00% (novembre 2014)	-0,02 pt	3,11% (novembre 2014)	-0,27 pt
Taux des RAR à échéance + 90 jours	0,72% (septembre 2014)	-0,13 pt	2,30% (septembre 2014)	+0,05 pt

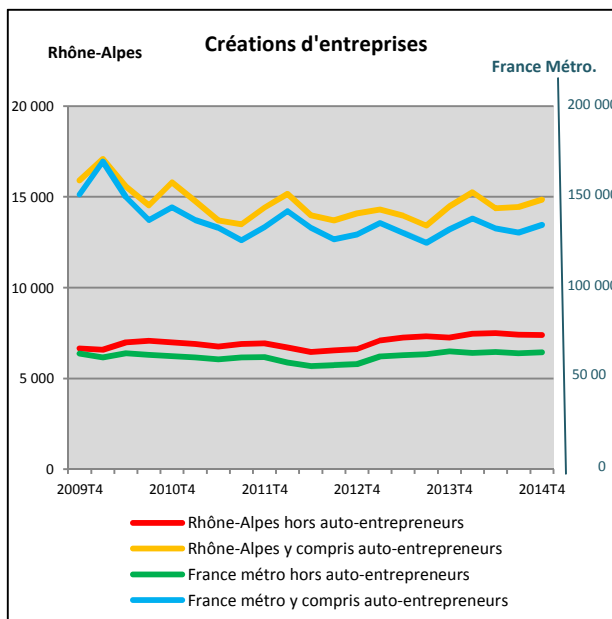
1.5 Créations d'entreprises

Source : INSEE (Sirène)

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2014

Après une légère progression au 3ème trimestre 2014 (+ 0,9 %), le nombre des entreprises créées en Rhône-Alpes (micro-entrepreneurs compris) a augmenté de 2,9 % au 4ème trimestre (+ 3,2 % à l'échelon national).

Sur un an, le nombre des entreprises créées dans la région au 4ème trimestre 2014 (tous statuts confondus) progresse de 2,7 % (+ 1,8 % au niveau national). Hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises augmentent aussi mais plus faiblement : + 1,9 % en un an (- 1 % en moyenne nationale).



Créations d'entreprises

	Nombre de créations			Variation (en %)	
	4ème Trim. 2013	3ème Trim. 2014	4ème Trim. 2014	Trimestrielle	Annuelle
Rhône-Alpes					
hors auto-entrepreneurs	7 244	7 407	7 385	-0,3	1,9
y compris auto-entrepreneurs	14 471	14 442	14 857	2,9	2,7
France métropolitaine					
hors auto-entrepreneurs	64 966	63 895	64 322	0,7	-1,0
y compris auto-entrepreneurs	132 158	130 397	134 593	3,2	1,8

Champ: ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note: les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes.

Source: Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Etablissements - Sirene)

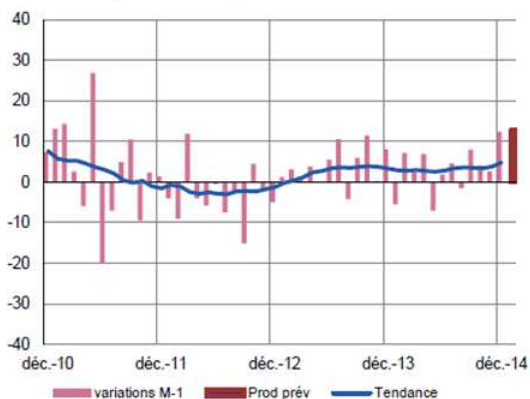
1.6 Enquêtes d'activité

Source : Banque de France – enquête mensuelle
réalisée en décembre 2014

Industrie

Dynamisée par la demande étrangère, la production industrielle s'est globalement redressée en cette fin d'année 2014. Le décolletage, les équipements électriques, l'agro-alimentaire et la fabrication d'emballage ont été particulièrement porteurs.

Production passée et prévisions (en solde d'opinions CVS)

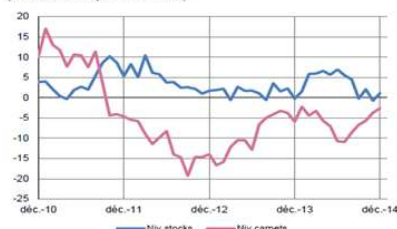


Enquête de la Banque la Banque : Industrie (suite)

Utilisation des capacités de production CVS
(en pourcentage)



Situation des carnets et des stocks de produits finis
(en soie d'opinions CVS)



Les carnets de commandes s'améliorent progressivement et se rapprochent de leur niveau moyen de longue période. En revanche, les capacités de production restent très nettement sous-utilisées.

Services marchands : malgré la mauvaise tenue de l'ingénierie technique et surtout du travail temporaire, l'activité est restée globalement bien orientée.

Banque de France : Enquêtes trimestrielles (4ème trim. 2014)

Bâtiment et travaux publics : après deux trimestre moroses, l'activité a légèrement repris dans le bâtiment, restant cependant très en deçà de son niveau de l'année dernière. En revanche, le repli de l'activité enregistré dans les travaux publics depuis le 2ème trimestre 2014 s'est poursuivi au cours des trois derniers mois de l'année écoulée.

Commerce de gros : en baisse constante depuis le début d'année 2014, le volume des achats s'est stabilisé mais celui des ventes a continué de se contracter.

Source : CCIR Rhône-Alpes - enquête réalisée en janvier 2015

Résultats du panel régional de conjoncture (échantillon représentatif de 350 TPE-PME de l'industrie, de la construction, du commerce et des services interrogé chaque début de mois) mis en place par la CCIR et les CCI de Rhône-Alpes permettant d'assurer le suivi de la situation économique.

Le bilan de l'année 2014 est globalement négatif mais un peu moins défavorable que celui de 2013. L'évolution du chiffre d'affaires est contrastée selon les secteurs d'activité : négative pour le transport-logistique, le BTP et les activités tertiaires tournées vers les particuliers ; positive pour les services aux entreprises hors transport- logistique; proche de la stabilité pour l'industrie et le commerce de gros.

Les perspectives d'activité à court terme sont légèrement positives dans l'industrie et les services aux entreprises mais nettement négatives dans le BTP, le commerce et les services aux particuliers.

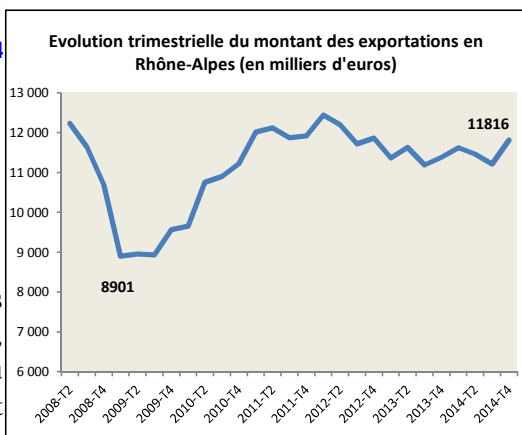
1.7 Exportations

Source: Direction Générale des douanes et droits indirects / INSEE

Dernier trimestre connu : 4ème trimestre 2014 (données CAF brutes, hors matériel militaire)

Note : ces informations sont à prendre avec précaution car les échanges commerciaux attribués à un département ou à une région peuvent présenter des différences avec leur économie réelle.

Le montant des exportations enregistré dans la région au 4ème trimestre 2014 augmente, en données brutes, de 5,4 % par rapport au trimestre précédent et de 3,8 % par rapport au 4ème trimestre 2013 (respectivement + 8,8 % et + 2,2 % à l'échelon national).

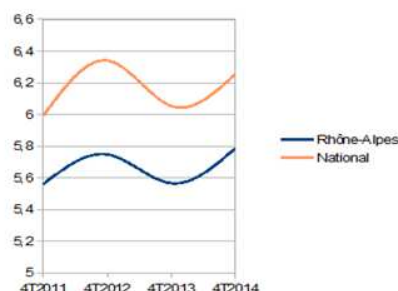


Part des exportations dans le chiffre d'affaires des entreprises (%)

Source: DRFIP

Dernier trimestre connu : 4^{ème} trimestre 2014

La part des exportations dans le chiffre d'affaires des entreprises progresse en région Rhône-Alpes comme à l'échelon national : respectivement + 3,8 % et +3,2%.



1.8 Conjoncture hôtelière

Source : Enquête de fréquentation hôtelière réalisée en partenariat entre l'INSEE et la DGCIS

Dernier mois connu : décembre 2014

En décembre 2014, la fréquentation hôtelière, évaluée en nombre de nuitées, a augmenté dans la région de 2,1 % par rapport à décembre 2013 (+ 1,4 % à l'échelon national). Cette légère progression est due uniquement à la clientèle française : + 3 % contre un repli de 0,3 % pour la clientèle étrangère.

Hôtellerie

	Nuitées dans l'hôtellerie (en milliers)							
	mai 2014	juin 2014	juil. 2014	août 2014	sept. 2014	oct. 2014	nov. 2014	déc. 2014
Rhône-Alpes	1 199	1 464	1 758	2 008	1 419	1 238	948	1 523
Evolution sur un an (en %)								
Rhône-Alpes	-9,3	-7,7	-11,8	0,9	-3,8	-0,1	-8,1	2,1
France métropolitaine	-4,1	-1,9	-3,0	-0,3	-1,5	0,4	-5,2	1,4

Note : données mensuelles brutes, évolution par rapport au même mois de l'année précédente.

Les données du dernier mois disponible sont des données consolidées.

Suite au changement de classification, les années 2010 à 2013 ont été rétropolées.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Bilan de l'année 2014

Sur l'ensemble de l'année 2014, le nombre de nuitées enregistré dans la région Rhône-Alpes (près de 18 300) a diminué de 5,3 % par rapport au bilan correspond de l'année 2013. Cette baisse a concerné davantage la clientèle étrangère (- 7,5 %) que la clientèle française (- 4,5 %).

1.9 L'immobilier

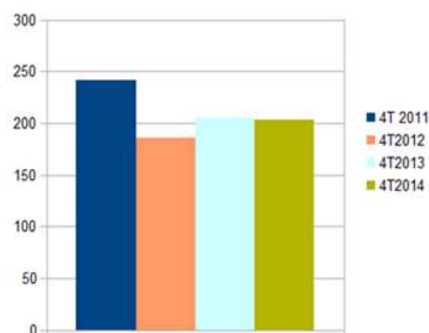
Marché de l'immobilier (recouvrements de droits d'enregistrements départementaux et de taxe de publicité foncière, en millions d'euros)

Source : DRFIP

Dernier trimestre connu : 4ème trim. 2014

Les recouvrements de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement départementaux sont en repli de 1 % en Rhône-Alpes.

TPF et droits enregistrement dep.



Autorisations de construire

Source : Bulletin d'information BTP de la cellule économique Rhône-Alpes

Dernier mois disponible : Décembre 2014 (cumul sur 12 mois de fin décembre 2013 à fin déc. 2014)

Sur l'ensemble de l'année 2014, 49 286 logements ont été autorisés en Rhône-Alpes, soit un chiffre inférieur de 11,1 % au bilan correspondant de l'année 2013 (- 12 % à l'échelon national). Cette baisse concerne la quasi-totalité des départements, surtout la Loire (- 38,5 %) et l'Ardèche (- 22,6 %). Seul le Rhône (+ 0,1 %) se démarque de l'orientation générale.

Dans le secteur non résidentiel, les autorisations de locaux ont diminué aussi en 2014, dans la région, mais beaucoup plus faiblement que pour les logements (- 1,6 % contre un recul de 12,5 % au niveau national).

Mises en chantier

Source : Bulletin d'information BTP de la cellule économique Rhône-Alpes

Dernier mois disponible : Décembre 2014 (cumul sur 12 mois de fin décembre 2013 à fin déc. 2014)

Le nombre de logements mis en chantier en 2014 (33 185) a diminué de 14,6 % par rapport à l'année 2013 (- 10,3 % dans l'ensemble de la France).

La baisse des mises en chantier de logements concerne tous les départements, en particulier la Drôme et la Loire (respectivement - 33,8 % et - 30 %). A l'opposé, le Rhône (- 4,8 %), l'Ardèche (- 5,8 %) et l'Isère (- 6 %) sont les départements les moins touchés par cette baisse.

	Mises en chantier de logements neufs à fin décembre 2014	Autorisations de logements à fin décembre 2014	Mises en chantier de locaux à fin décembre 2014	Autorisations de locaux à fin décembre 2014
	(Evolution sur 1 an)			
Ain	-24,9	-14,4	-29,6	-16,9
Ardèche	-5,8	-22,6	-18,6	-0,3
Drôme	-33,8	-8,7	-4,1	-16,8
Isère	-6,0	-13,3	16,6	22,0
Loire	-30,0	-38,5	-21,2	-26,0
Rhône	-4,8	0,1	-28,5	8,5
Savoie	-25,2	-4,4	-1,2	-9,2
Haute-Savoie	-12,5	-11,4	7,7	0,4
Rhône-Alpes	-14,6	-11,1	-12,2	-1,6
France	-10,3	-12,0	-8,8	-12,5

2 - EMPLOI

2.1. Emploi salarié (secteur marchand)

Source : Insee, estimations d'emplois salariés, CVS

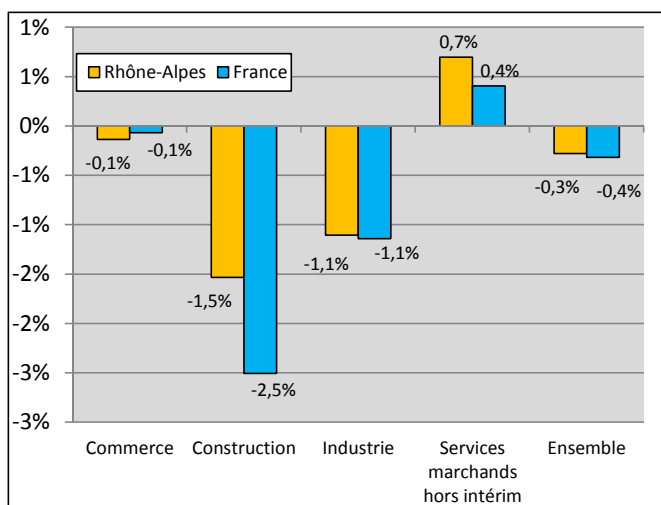
Derniers résultats disponibles : 3ème trimestre 2014 (à 90 jours)

Proche de la stabilité au 2ème trimestre 2014, le nombre des emplois salariés du secteur privé a reculé dans la région et à l'échelon national de 0,4 % au cours du troisième trimestre. Cette baisse concerne la plupart des secteurs d'activité : le commerce (- 0,2 %), l'industrie (- 0,5 %) et surtout la construction (- 0,7 %). Seuls les services marchands hors intérim augmentent légèrement : + 0,2 %. Les emplois intérimaires enregistrent, quant à eux, une baisse de 5,6 %.

	2008T2	2013T3	2014T2	2014T3	Evol. Trim	Evol. An	Evol. T2 2008/T3 2014
Commerce	304 157	305 757	305 927	305 346	-0,2%	-0,1%	0,4%
Construction	160 376	153 950	152 667	151 590	-0,7%	-1,5%	-5,5%
Industrie	456 716	406 747	404 171	402 260	-0,5%	-1,1%	-11,9%
Services marchands hors interim	671 446	702 009	705 849	706 912	0,2%	0,7%	5,3%
Interim	74 652	64 889	66 439	62 729	-5,6%	-3,3%	-16,0%
Total général	1 667 347	1 633 351	1 635 053	1 628 837	-0,4%	-0,3%	-2,3%

Sur un an, l'évolution s'est inversée. Après une hausse annuelle de 0,2 % en juin 2014, le nombre des emplois salariés diminue en septembre de 0,3 % sur un an, soit à un rythme légèrement inférieur à la moyenne nationale (- 0,4 %). Cette baisse concerne surtout l'industrie et la construction (respectivement - 1,1 % et - 1,5 %) et, plus modérément, le commerce (- 0,1 %). Les emplois intérimaires ne se démarquent pas de cette tendance : ils diminuent de 3,3 %. Seuls les services marchands hors intérim évoluent positivement : + 0,7 %.

*Evolution annuelle des emplois
(3ème trimestre 2014 / 3ème trimestre 2013)*



2.2 Emploi intérimaire

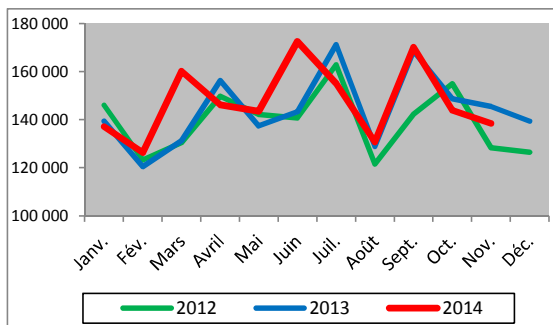
Contrats d'intérim et emplois intérimaires en équivalent temps plein (ETP)

Source : Pôle emploi - Dares, Dernier mois disponible : Novembre 2014

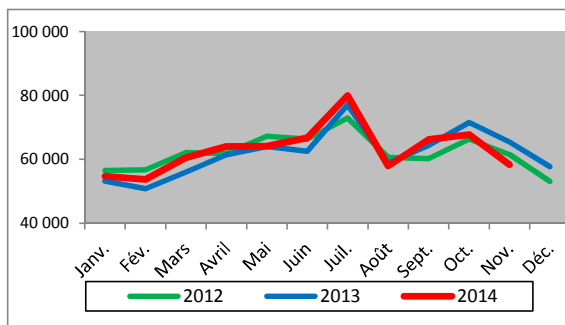
Après une légère progression annuelle en août et septembre 2014, le nombre des contrats d'intérim conclus dans la région au cours des mois d'octobre et novembre a diminué respectivement de 3,2 % et de 4,9 % par rapport aux mêmes mois de l'année 2013.

Comme les contrats de travail temporaire, le nombre des emplois intérimaires en équivalent temps plein a enregistré sur cette même période un repli annuel : - 5,8 % en octobre et - 10,8 % en novembre.

Contrats d'intérim conclus (en données brutes)



Emplois intérimaires en équivalent temps plein (en données brutes)



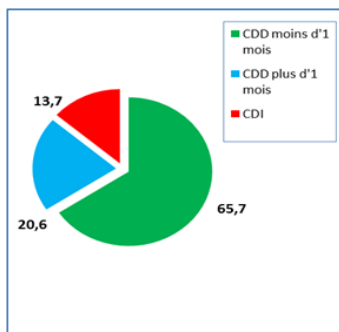
2.3 Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) - hors intérim

Source : URSSAF, Dernier trimestre disponible : 3^{ème} trimestre 2014, données CVS

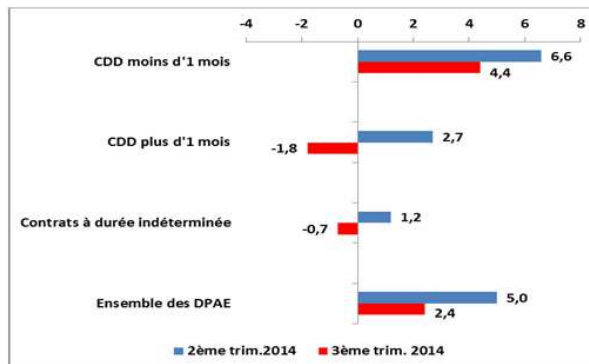
Après une hausse annuelle de 5 % au 2ème trimestre, le nombre des déclarations préalables à l'embauche enregistré au 3ème trimestre 2014 a augmenté de 2,4 % par rapport au même trimestre de l'année 2013. Cette augmentation a concerné uniquement les contrats d'une durée inférieure à 1 mois : totalisant, à eux seuls, près des deux-tiers du total des DPAE (65,7 %), ils ont progressé de 4,4 % en un an. A l'inverse, les CDD de plus d'1 mois et les CDI ont diminué respectivement de 1,8 % et de 0,7 % par rapport au 3ème trimestre 2013.

Au regard des secteurs d'activité, les déclarations d'embauche ont progressé de 3,6 % en un an dans le tertiaire alors qu'elles ont diminué de 3,1 % dans l'industrie et de 12,2 % dans le bâtiment et les travaux publics.

Répartition des DPAE (en %)



Evolution annuelle des DPAE (en %)



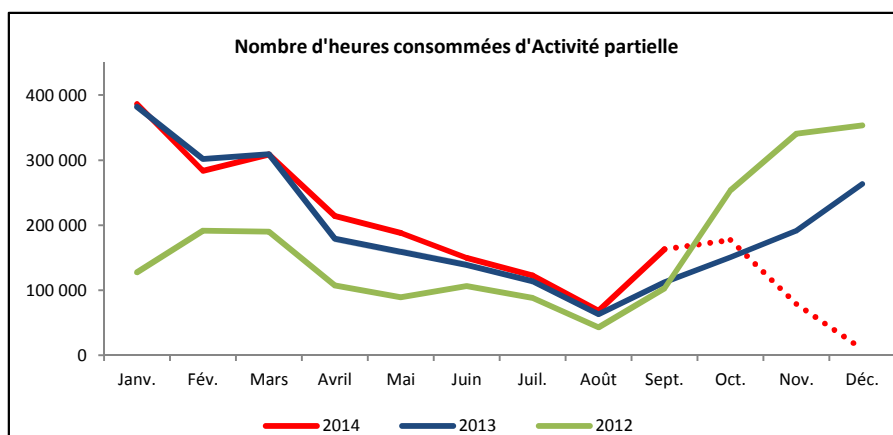
2.4 Activité partielle

Source : Syracuse-POP - Applicatifs SINAPSE et Extranet Activité Partielle - Dernier mois disponible : Décembre 2014

Les données concernant les derniers mois disponibles (en particulier octobre, novembre et décembre) sont provisoires.

Note : compte-tenu des délais nécessaires à l'enregistrement du nombre total des heures de chômage partiel consommées, les données les plus récentes seront actualisées à la hausse au cours des prochains mois.

Dans l'attente des résultats définitifs du 4ème trimestre 2014, le nombre des heures de chômage partiel consommées au 3ème trimestre a dépassé de 22,6 % le niveau atteint au cours du même trimestre de l'année 2013.



2.5 Plans de sauvegarde de l'emploi

Source :SI-PSE (DIRECCTE Rhône-Alpes)
Bilan du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2014

Note : la Loi relative à la Sécurisation de l'Emploi du 16 juin 2013 a profondément réformé les licenciements de 10 salariés et plus dans les entreprises de 50 salariés et plus (plans de sauvegarde de l'emploi). Désormais, les procédures de licenciements d'au moins 10 salariés sur une période de 30 jours, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, doivent donner lieu à un accord collectif validé par la Direccte ou à un document unilatéral de l'employeur homologué également par la Direccte.

Depuis le 1er juillet 2013 (date de la réforme sur les procédures de PSE) jusqu'au 31 décembre 2014, **387 établissements de la région ont été concernés par ces procédures et 7 862 emplois ont été impactés** dans la région.

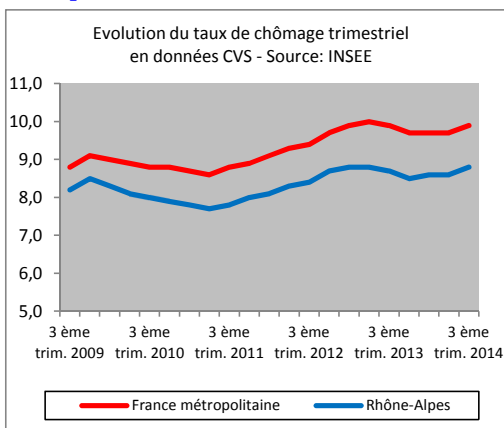
3 - CHOMAGE

3.1 Taux de chômage

Dernier trimestre : 3ème trimestre 2014 Insee, données provisoires

Comme en France, le taux de chômage a augmenté dans la région de 0,2 point au troisième trimestre 2014 pour s'établir à 8,8 % contre 9,9 % en moyenne nationale.

En hausse pour le cinquième trimestre consécutif, le taux de chômage rhônalpin progresse en un an de 0,1 point (stabilité à l'échelon national).



3.2 Demande d'emploi en fin de mois

Source : Pôle-Emploi- Direccte

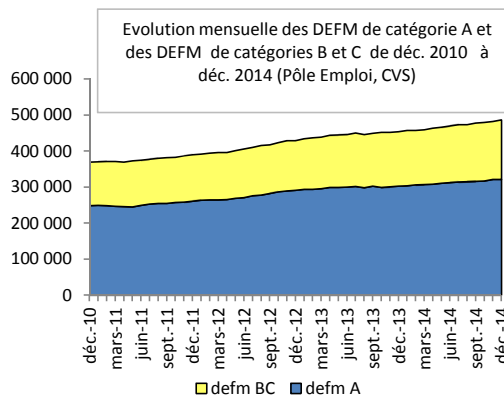
Dernier mois disponible : Déc. 2014

A= En recherche active, disponibles, sans emploi ; B= En recherche active, en activité réduite courte ;
C= En recherche active, en activité réduite longue ; A+B+C = en recherche active

Evolution mensuelle en données CVS

Proche de la stabilité au 3ème trimestre 2014 (+ 0,1 %), le nombre des personnes inscrites à Pôle Emploi en catégorie A a augmenté de 1,1 % au 4ème trimestre.

Cette augmentation a concerné surtout les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus (+1,8 %) et, à un degré moindre, ceux de 25 à 49 ans (+ 1,1 %). Ces deux populations ont enregistré ce trimestre une évolution plus défavorable que le précédent (respectivement + 0,2 % et - 0,4 %). Par contre, la hausse du nombre de jeunes à la recherche d'un emploi s'est fortement ralentie : + 0,1 % ce trimestre contre + 2 % au 3ème trimestre.



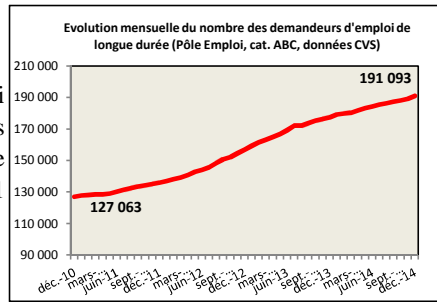
Evolution annuelle en données CVS

Entre décembre 2013 et décembre 2014, le nombre des personnes inscrites à Pôle Emploi en catégorie A est passé, en données CVS, de 301 608 à 319 516 soit une hausse de 5,9 % sur l'ensemble de l'année 2014, d'ampleur plus forte qu'en 2013 (+ 4 %).

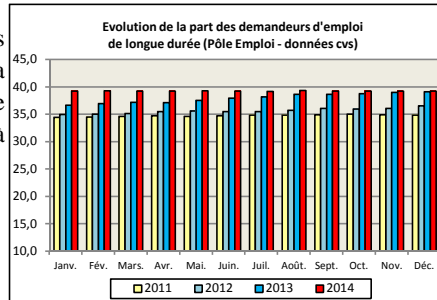
Cette augmentation annuelle concerne toutes les catégories de demandeurs d'emploi à l'exception des jeunes femmes (- 0,3 %). Comme les années précédentes, les seniors de 50 ans et plus ont enregistré la hausse la plus forte (+ 9,7 %) mais les personnes âgées de 25 à 49 ans et les jeunes de moins de 25 ans n'ont pas été épargnés (respectivement + 5,5 % et + 2,6 %).

Demande d'emploi de longue durée (plus d'1 an)

Le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis au moins 12 mois (catégories ABC) a augmenté dans la région de 1,9 % au 4ème trimestre 2014, soit à un rythme légèrement supérieur à celui du trimestre précédent (+ 1 %).

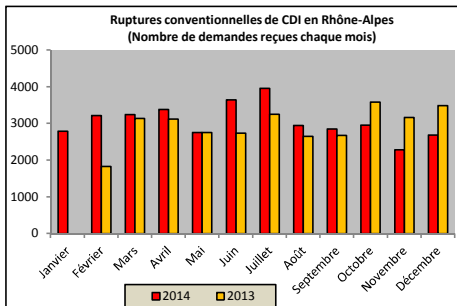


Entre décembre 2013 et décembre 2014, le nombre des demandeurs d'emploi de longue durée est passé dans la région de 177 164 à 190 656 (39,3 % des inscrits), soit une hausse annuelle de 7,6 % (+ 13,1 % en 2013), analogue à celle de l'ensemble des demandeurs d'emploi (+ 7,3 %).



3.3 Ruptures conventionnelles

Source : Unités territoriales Rhône-Alpes, Dernier mois disponible : Décembre 2014

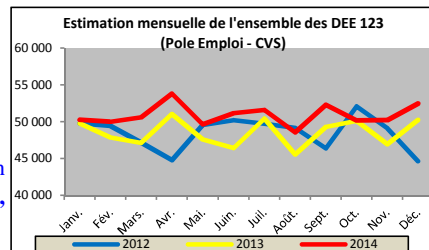


Dans l'attente des résultats définitifs concernant le 4ème trimestre 2014, le nombre des ruptures conventionnelles de contrats à durée indéterminée enregistré dans la région sur l'ensemble des mois de juillet, août et septembre (9 749) est supérieur de 13,8 % au chiffre correspondant de l'année 2013 (8 569).

3.4 Demande d'emploi enregistrée

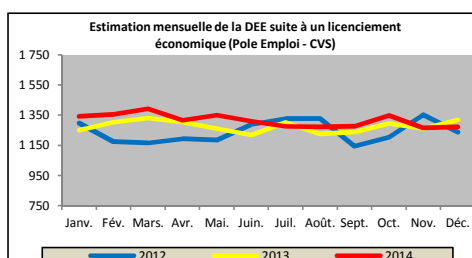
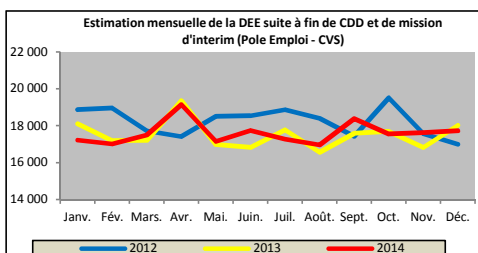
Source : Pôle-Emploi- Direccte

Dernières données disponibles : Catégories 123 - Evolution en données CVS des 3 derniers mois (octobre, novembre, décembre 2014) par rapport aux 3 mois précédents.



Le nombre des inscriptions enregistrées à Pôle Emploi au cours du 4ème trimestre 2014 s'est situé pratiquement au même niveau que le trimestre précédent : + 0,2 %. Cette quasi-stabilité résulte d'évolutions contrastées :

Quatre motifs d'inscription sont orientés à la hausse : les fins de contrats à durée déterminée (+ 2,9 %), les licenciements économiques (+ 0,8 %), les premières entrées (+ 2,2 %), et les reprises d'activité (+ 1,7 %). Les autres motifs sont en diminution : les fins de mission d'intérim (- 0,5 %), les autres licenciements (- 1,3%), les démissions (- 6,5%) et les autres cas (- 1,3%).



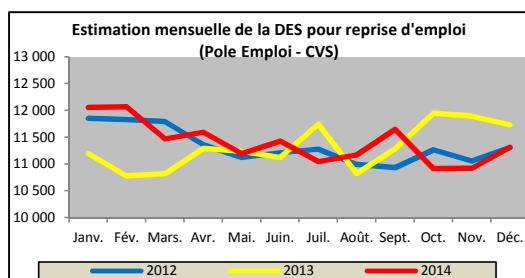
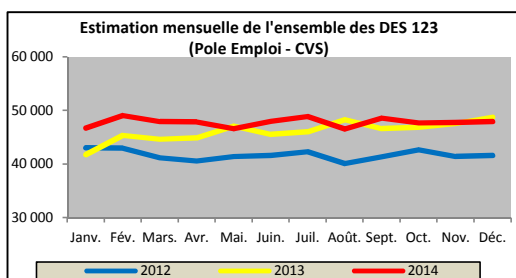
3.5 Demande d'emploi sortie

Source : Direccte / Pôle-emploi

Dernières données disponibles : Catégories 123 - Evolution en données CVS des trois derniers mois (octobre, novembre, décembre 2014) par rapport aux trois mois précédents.

A l'instar des inscriptions, les sorties de Pôle Emploi enregistrées au dernier trimestre 2014 ont faiblement progressé par rapport au trimestre précédent : + 0,5 %.

La légère hausse des sorties provient des entrées en stage (+ 2,4 %), des arrêts de recherche d'emploi (+ 1,4 %), des radiations administratives (+ 7 %) et des autres cas (+ 1,8 %). Par contre, les autres motifs de sortie sont en repli : les reprises d'emploi déclarées (-0,5%) et les cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation (- 1,2 %).



4 - OFFRES D'EMPLOI

Source : Direccte / Pôle emploi (données CVS)

Dernier mois disponible - Evolution en données CVS des trois derniers mois (octobre, novembre, décembre 2014) par rapport aux trois mois précédents et par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

Le nombre des offres d'emploi collectées par Pôle Emploi au 4ème trimestre 2014 s'est situé pratiquement au même niveau qu'au 3ème trimestre (+ 0,1 %). Cette quasi-stabilité résulte d'évolutions contrastées : hausse de 2,3 % des offres d'emplois durables et recul de 1,9 % des offres d'emplois non durables.

